CICR

Kaboul / Genève (CICR) – Alors que le conflit armé se poursuit en **Afghanistan**, le Comité international de la **Croix-Rouge** (CICR) s'efforce de venir en aide aux plus vulnérables.

« Dans de nombreuses régions, les gens ne peuvent se rendre dans un hôpital ou dans un dispensaire en toute sécurité. En outre, avec la fin de l'hiver, on a tout lieu de craindre une recrudescence des combats, ce qui risque d'aggraver encore la situation », explique Gherardo Pontrandolfi, chef de la délégation du CICR à Kaboul. « Les combats, les barrages routiers, les attentats à la bombe et l'insécurité généralisée empêchent les blessés et les malades d'accéder aux soins de santé et à l'aide humanitaire, souvent au moment où ils en ont le plus besoin. »

« Pas plus tard que mardi dernier, une unité mobile de santé du Croissant-Rouge afghan a été attaquée dans le nord du pays. Deux membres de l'équipe ont été tués et deux autres blessés, déplore M. Pontrandolfi. Il s'agit-là d'une véritable tragédie, non seulement pour les familles de ceux qui sont morts, mais également pour toutes les personnes qui ont besoin de soins médicaux. En effet, des unités comme celles-là pourraient désormais avoir toujours plus de peine à accomplir leur travail dans certaines régions du pays. »

« À un moment où l'attention internationale est tournée vers d'autres crises, le danger existe que l'écart entre les besoins de la population et la capacité du Croissant-Rouge afghan et des organisations internationales à y répondre ne cesse de se creuser, ajoute M. Pontrandolfi. Les soins de santé sont parmi les services essentiels qui risquent d'en faire les frais. Or, en temps de conflit armé, avoir accès aux soins médicaux est absolument essentiel. En outre, de nombreuses familles comptent pour vivre sur des emplois auprès d'organismes internationaux ou d'institutions financées par des fonds extérieurs. La proportion de sans-emploi est déjà très élevée, et de nombreuses familles ne peuvent subvenir à leurs besoins. »

« Les témoignages des personnes que nous parvenons à approcher, notamment dans nos bureaux et nos centres de réadaptation physique, rendent comptent des souffrances endurées par les civils, précise encore M. Pontrandolfi. Nous continuons à entretenir des contacts réguliers avec les parties au conflit et ne cessons de leur rappeler les obligations qui leur incombent, au titre du droit international humanitaire, de respecter et de protéger les civils et les biens de caractère civil, de même que les personnels de santé, les structures médicales et les ambulances, et de permettre aux malades et aux blessés d'atteindre les services de santé sans retard injustifié. »

Le CICR continue par ailleurs à visiter des détenus aux mains des autorités afghanes et des forces militaires internationales. Le centre de détention de Parwan à Bagram a récemment été remis aux autorités afghanes. Le CICR poursuit son dialogue confidentiel avec les anciennes autorités détentrices et avec les autorités afghanes, et continue de visiter les personnes détenues dans ce centre afin de s'assurer qu'elles jouissent de conditions de vie décentes et qu'elles sont traitées humainement, comme le prévoient les lois et normes internationales. « En vertu du droit international, toute autorité qui transfert des détenus à une autre doit veiller à ce

que ceux-ci continuent à bénéficier de conditions de détention et d'un traitement adéquats, ainsi que d'un procès équitable », souligne M. Pontrandolfi.

Les détenus au centre de Parwan maintiennent le contact avec leurs proches grâce au programme de visites familiales du CICR. « Nous avons également mis en place un système de communication téléphonique qui permet aux familles de parler avec leurs proches détenus à Parwan, tout en leur évitant de longs et fastidieux voyages », relève encore M. Pontrandolfi.

Les proches peuvent appeler les membres de leur famille détenus à partir des bureaux du CICR à Kaboul, Kandahar, Khost et Kunduz. En outre, des bureaux de l'institution installés dans d'autres provinces introduiront prochainement ce service.

L'Afghanistan demeure la plus vaste opération du CICR dans le monde, avec quelque 1 800 collaborateurs répartis entre 17 endroits partout dans le pays.